

Informations hebdomadaires 12/89Sommet des Chefs de gouvernement des pays de l'AELE
(Oslo, 14/15 mars 1989)

Convoquée par la Présidence norvégienne, ce Sommet a été présidé par le Premier Ministre norvégien, Madame Gro Harlem Brundtland. La Délégation suisse était dirigée par le Président de la Confédération, le Conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz, et comprenait notamment le Secrétaire d'Etat Blankart et le Secrétaire d'Etat Jacobi. Cinquième du genre entre les pays de l'AELE (la dernière réunion à ce niveau a eu lieu à Visby en 1984), ce Sommet avait pour objectif de faire le point de la coopération entre les pays de l'AELE, notamment quant aux perspectives de relation avec les Communautés européennes. Le Sommet s'est évidemment placé dans la perspective presque exclusive de l'ouverture faite par le Président de la Commission des Communautés Européennes Jacques Delors à Strasbourg au début février.

Les Chefs de gouvernement disposaient d'un projet de déclaration négocié à Genève qui avait permis de constater une assez large convergence de vues entre délégations quant à la réponse à donner à la Communauté. Deux points de divergence demeuraient ouverts, dont le premier a polarisé l'attention des médias dans les jours qui ont précédé le Sommet:

- l'opportunité que les Chefs de gouvernement s'expriment ouvertement en faveur d'une union douanière des pays de l'AELE avec les pays de la Communauté;
- le problème de la libéralisation du commerce du poisson de mer entre pays de l'AELE (exigence islandaise à l'égard des autres pays nordiques).



L'atmosphère de la réunion a été bonne, empreinte du souci de chaque délégation de démontrer la volonté commune de l'AELE d'entamer ensemble le processus d'exploration suggéré par le Président Delors plutôt que de se fixer sur les divergences de vues, inévitables entre pays placés dans des situations très diverses à l'égard de la Communauté.

Dans sa déclaration générale, le Président Delamuraz a tout d'abord souligné la valeur du processus engagé dans le cadre de la Déclaration de Luxembourg de 1984; ces résultats ne doivent pas être minimisés et sa mise en oeuvre doit se poursuivre activement tant que de nouvelles structures et méthodes de coopération ne seront pas opérationnelles entre l'AELE et la Communauté. Devant les nouvelles perspectives ouvertes aujourd'hui à la coopération entre la Communauté et les pays de l'AELE, le rôle des Chefs de gouvernement de l'AELE doit être de donner une impulsion politique qui assure aux pays de l'AELE une participation plus active et plus approfondie au processus d'intégration en Europe. Cette impulsion politique doit s'exercer dans deux directions principales:

a) le renforcement de la coopération entre Communauté et AELE.

La Suisse propose la conclusion d'un accord-cadre entre la Communauté et l'AELE qui donne de la substance et assure une systématisation de la coopération, tout en garantissant l'indispensable ''géométrie variable'' d'une coopération qui doit tenir compte de la spécificité des intérêts et des situations des pays membres de l'AELE.

Cet accord-cadre devrait notamment prévoir, en plus, la mise en place d'un processus décisionnel commun pour toutes les questions relatives à l'espace économique européen;

b) renforcer l'AELE en tant qu'instrument efficace de coopération. Il s'agira notamment d'examiner le rôle du pays de la présidence, les moyens et méthodes du Secrétariat.

La Déclaration du Sommet contient comme élément central le principe d'une réponse positive à l'initiative du Président Delors. Elle traite les points de divergence les plus substantiels entre pays membres de la manière suivante:

- la mesure dans laquelle les pays de l'AELE sont prêts à accepter les ''quatre libertés'' reste largement ouverte. (Autriche et Suède prêts à l'envisager, au contraire de la Suisse, la Norvège, de la Finlande et de l'Islande). Le compromis final parle de ''réalisation la plus complète que possible'' de la libre circulation dans les quatre domaines.

Le Président Delamuraz a, sur cette question, souligné les problèmes que rencontre la Suisse en relation notamment avec la libre circulation des personnes et la libéralisation du commerce des produits agricoles.

- La question de l'union douanière, que les Suédois et les Norvégiens voulaient inscrire dans la Déclaration comme option privilégiée, ce à quoi se refusait la Suisse, appuyée par la Finlande, l'Islande et l'Autriche est également laissée ouverte. Le texte final indique que les Chefs de gouvernement ne veulent ''exclure aucune option'' du contexte du futur dialogue avec les Communautés européennes. L'option de l'union douanière sera donc examinée - comme d'autres - entre pays de l'AELE, et, le cas échéant, avec la Communauté.

Sur cette question, le Président Delamuraz a souligné les motifs (perte de souveraineté, absence d'analyse approfondie) pour lesquels la Suisse ne pouvait souscrire à l'indication de cette option à titre privilégié dans la Déclaration.

- Pour le commerce du poisson de mer la déclaration prévoit une libéralisation jusqu'à mi-1990 avec une réserve pour la Finlande qui présentera un plan de libéralisation pour les deux produits restants avant 1993.

Le renforcement de l'AELE en tant qu'instrument de coopération entre ses pays membres dans tous les domaines de coopération avec la Communauté n'a pas suscité de grandes divergences. Il est cependant vrai que les Chefs de gouvernement se sont limités à énoncer des principes généraux sur lesquels l'ensemble des points de vue pouvaient se regrouper. La mise en oeuvre à Genève de ces principes se révélera sans doute ardue en raison des vues assez divergentes des pays membres. Le Président Delamuraz a fixé en toute clarté les limites de l'opération pour la Suisse: il ne peut être question, ouvertement ou par voie détournée, de transformer l'AELE en une organisation supranationale.

Les résultats du Sommet seront présentés par les ministres de l'AELE à leurs collègues de la Communauté les 20 et 21 mars à Bruxelles au cours d'une réunion ministérielle conjointe.

Europaratskonvention über das grenzüberschreitende Fernsehen

Anlässlich der Sondersitzung des Ministerkomitees vom 15. März 1989 konnte der Konventionstext mit 16 zu 0 Stimmen bei 4 Enthaltungen (B, DK, F. Türkei) verabschiedet werden (Isl und Malta waren abwesend). Der Entscheid über die Auflage der Konvention zur Unterschrift, der ohne Gegenstimme erfolgen muss, soll an der ausserordentlichen Sitzung des Ministerkomitees vom 22. März 1989 durch die Aussenminister der 22 erfolgen. Die Unterzeichnung der Konvention ist für den 5. Mai 1989 anlässlich der Feierlichkeiten zum 40-jährigen Jubiläum des Europarates vorgesehen. Der erfolgreiche Abschluss der intensiven Verhandlungen seit Januar 1987 erforderte nebst der Arbeit auf Expertenebene zwei Medienministerkonferenzen (April 1988 in Wien und November 1988 in Stockholm) sowie mehrere Sitzungen der Ministerdelegierten in Strassburg. Das Erreichen dieser Einigung wurde nicht nur durch die komplexen kulturellen, politischen und wirtschaftlichen Implikationen dieses ersten Schrittes in Richtung auf eine Vereinheitlichung des europäischen Medienrechts, sondern auch durch die zeitweilige Konkurrenzierung zwischen EG (Richt-

linie zum gleichen Gegenstand, die Mitte April verabschiedet werden soll) und Europarat erschwert. Die nunmehr gewährleistete zeitliche und inhaltliche Parallelität und Komplementarität der beiden Rechtsinstrumente darf deshalb zweifelsohne als Erfolg der gesamtwesteuropäischen Zusammenarbeit bezeichnet werden.

Die allgemeine Zufriedenheit mit der ausgehandelten Lösung zeigte sich ebenfalls bei der Abstimmung über die EG-Beitrittsklausel, die mit 17 Jastimmen und drei Enthaltungen (DK, N, S) angenommen wurde. Der schweizerischen Delegation gelang es in dieser Hinsicht sozusagen in letzter Minute noch gewisse Verbesserungen für die Nicht-EG-Länder zu erzielen, nachdem sich die EG-Länder wegen der internen Kompetenzstreitigkeiten erst vor kurzem auf die Forderung nach einer EG-Beitrittsklausel geeinigt hatten. In materieller Hinsicht bringen Konvention und Richtlinie eine Rahmenordnung (Werbung etc.) für die Veranstaltung von Fernsehprogrammen, deren Einhaltung eine vollständig freie Verbreitung und

Weiterverbreitung (über Kabelnetze etc.) der Programme auf dem Gebiete der Vertragsstaaten sicherstellt. Der Bundesrat wird demnächst über Unterzeichnung und provisorische Anwendung der Konvention entscheiden.

All jenen, die über die letzten zwei Jahre zum erfolgreichen Abschluss dieser Verhandlungen beigetragen haben, sei an dieser Stelle bestens gedankt.

Versicherungsabkommen CH/EWG: Verhandlungsrunde vom 9./10. März 1989

Formelle Verhandlungsrunde zwischen Schweiz und EG-Kommission, im Beisein der EG-Mitgliedstaaten, brachte weitgehende Bereinigung der noch offenen Fragen. Schweizer Delegation unter Leitung Staatssekretär Blankart setzte sich mit Standpunkt, Harmonisierung von EG-Richtlinienrecht und Versicherungsabkommen sei auf Minimum zu beschränken, grösstenteils durch. Verhandlungsergebnis ist als Schweizer Erfolg zu werten. Letzte, rein technische Anpassungen sollten ohne weitere formelle Verhandlungsrunde im Beisein der EG-Mitgliedstaaten vorgenommen werden können, so dass Unterzeichnung des Abkommens noch vor Sommerpause wahrscheinlich scheint.

BASLER ÜBEREINKOMMEN ÜBER GEFÄHRLICHE ABFÄLLE

Die vom Verwaltungsrat des Umweltprogramms der Vereinten Nationen (PNUE) im Juni 1987 zur Aushandlung eines globalen Abkommens über den grenzüberschreitenden Verkehr mit gefährlichen Abfällen eingesetzte Expertengruppe konnte ihre Arbeiten in der Nacht vom 18. auf den 19. März 1989 erfolgreich zum Abschluss bringen. Diese Expertengruppe hatte neben einem vorbereitenden und mehreren informellen Treffen fünf ordentliche Tagungen durchgeführt. Am Schluss der Basler Tagung (13.-17.3.1989) waren über 70 Staaten mit Delegationen vertreten.

Über Anwendungsbereich, grundsätzliche Verpflichtungen und Ausgestaltung des Kontrollsystems herrschte schon seit längerem Übereinstimmung. Offen waren nach der vorletzten Tagung in Luxemburg (30.1.-3.2.89) noch Fragen wie die Definition dessen, was illegale Exporte sind, und über die Verantwortlichkeiten in diesem Zusammenhang, ferner die Bedingungen, unter denen bilaterale und multilaterale Sonderabkommen zulässig sind, die Regelung von Streitigkeiten, und schliesslich die politisch höchst heikle Frage, ob den Küstenstaaten ein Recht zumindest auf Information einzuräumen ist, wenn ein Schiff mit Sonderabfällen ihre Hoheitsgewässer durchquert. In allen diesen Punkten konnten nach intensiven Verhandlungen in konstruktiver Atmosphäre Kompromisslösungen gefunden werden, die an vorausgehenden informellen Gesprächen in Genf (8.-12.3.89) vorbereitet worden waren. Es kann deshalb damit gerechnet werden, dass die Konvention durch die Bevollmächtigtenkonferenz vom 20.-22. März 1989 verabschiedet und von zahlreichen der über 100 in Basel vertretenen Staaten entweder in Basel oder dann in Bern und New York auch unterzeichnet werden kann. Unsere Aussenposten spielten bei der Vorbereitung der Verhandlungen und der Konferenz eine unschätzbare Rolle, was bestens verdankt sei. Ein ausführlicherer Bericht folgt bei nächster Gelegenheit.

10. Session des Intergouvernementalen Rates des Internationalen Programms für die Entwicklung der Kommunikation (PIDC) der UNESCO, 7. bis 13. März 1989 in Paris

Im Zentrum der diesjährigen Session, welche wiederum von Botschafter Nordmann präsiert wurde, standen drei Hauptpunkte. Die Debatte über die Aktivitäten des PIDC und die Beitragsankündigungen verliefen ruhig, bis auf einen heftigen Ausfall Venezuelas, welches den Generaldirektor der UNESCO, Mayor, beschuldigte, die UNESCO zurück in die 50er Jahre steuern zu wollen und mit Zitaten aus einem Artikel aus der Herald Tribune vorwarf, die Organisation auf westeuropäische Kulturwerte einzuschränken. Dies würde dem PIDC seine Daseinsberechtigung nehmen. Diese Vorwürfe wurden durch den Vertreter Mayors entschieden zurückgewiesen. Der Zwischenfall zeigt aber die noch kaum verheilten Wunden der Diskussion über eine neue Weltinformationsordnung (NOMIC) der 70er Jahre, dessen Resultat der PIDC ist und in dessen Rahmen die alten Kontroversen immer wieder aufflammen. Die Situation und das Nord-Südgefälle sowie die Ansichten über den freien Fluss der Meinungen und Informationen haben sich nämlich kaum wesentlich verändert, obwohl das PIDC versucht, einen positiven Beitrag zur Verbesserung der Lage in den Entwicklungsländer durch Mitfinanzierung von Infrastrukturprojekten im Kommunikationsbereich zu leisten.

Die Reformen über die Prozeduren und Arbeitsmethoden, welche an der letzten Session eingeleitet wurden, sind im Verlaufe der Tagung weitergeführt worden. Dabei geht es insbesondere um die Verbesserung der Qualität der Projekte, die Reduzierung der Anzahl, die dem Rat unterbreitet werden, und die Straffung der Kriterien für die Finanzierung. Wesentliche Fortschritte konnten erzielt werden. Die nächste Ratssitzung wird sich damit beschäftigen müssen, aufbauend auf den bisherigen Arbeiten konkrete Vorschläge zur Vermeidung der Verzettelung der vorhandenen Mittel zu diskutieren und gutzuheissen und damit Prioritäten zu setzen. Gemäss den Vorschlägen des Büros wurden in diesem Jahr nur eine beschränkte Anzahl Projekte zur Finanzierung vorgeschlagen, nämlich 7 regionale und interregionale und 11 aus den ärmsten Länder (LDCs). Damit konnte erreicht werden, dass im Gegensatz zu früher, als über 50 Projekte Geldmittel des Spezialkontos erhielten, in diesem Jahr die finanziellen Bedürfnisse der zur Finanzierung ausgewählten Projekte ganz erfüllt werden konnte und somit die Chance zur erfolgreichen Durchführung erhöht wurde. Die Schweiz, welche Mitglied des Rates ist, beteiligte sich aktiv an den Arbeiten. Die DEH leistete in diesem Jahr, in Anerkennung der Fortschritte der Reformen, einen erstmaligen Beitrag von 200'000 Fr. an das Spezialkonto sowie einen Sonderbeitrag an das PIDC-Sekretariat zur Unterstützung bei der Formulierung guter Projekte aus LDCs in der Höhe von 50'000.- Fr.

Beihilfe der Schweiz zur Errichtung einer Giftgasfabrik in Aegypten

New York Times berichtete am 10.03.1989 auf der ersten Seite, dass Aegypten mit Unterstützung des in Zürich ansässigen Ingenieurunternehmens Krebs AG in der Nähe von Kairo (in Abu Zaabal) eine chemische Fabrik baue, die zur Herstellung von chemischen Kampfstoffen geeignet sein könnte. Der Artikel erschien ebenfalls in der Internationalen Herald Tribune vom 11./12.03.89 und ist auch in der Schweizer Presse aufgegriffen worden, die sich in der Regel auf die Uebernahme der diesbezüglichen Agenturmeldungen beschränkte. Der Artikel der NYT, der die Wirklichkeit aus unserer Sicht korrekt widerspiegelt, kam für alle Beteiligten völlig überraschend und hat besonders die US und Aegypten, aber auch Israel irritiert und verärgert. Ueber die Gründe, welche zur Veröffentlichung dieser bisher streng vertraulich gehandhabten Angelegenheit geführt haben, kann nur spekuliert werden. Es ist wahrscheinlich, dass ein gewisser Zusammenhang mit dem gleichzeitig erfolgten Besuch des israelischen Aussenministers in Washington bestand.

Die schweizerischen Behörden wurden erstmals im Sommer 1986 auf diesen Fall aufmerksam gemacht. Eine in der Folge intern durchgeführte Ueberprüfung erbrachte vorerst keine schlüssigen Indizien. Uebertretungen schweizerischer Gesetze konnten nicht nachgewiesen werden. Der Firma wurde jedoch bereits Ende 1986 nahegelegt, beim Umgang mit dem ägyptischen Kunden vorsichtig zu sein. Der Verdacht, dass die von der Firma Krebs gelieferten Anlageteile und Ausrüstungsgegenstände für eine CW-Fabrik verwendet werden könnten, verdichtete sich jedoch im vergangenen Jahr dermassen, dass die um ihren guten Ruf besorgte Firma sich nach mehreren Interventionen unsererseits bereit erklärte, auf jede weitere Zusammenarbeit mit dem ägyptischen Partner in dieser Sache zu verzichten. Mit der Montage der fraglichen chemischen Anlage ist noch nicht begonnen worden.

Die Kontrolle der Exporte, insbesondere in Krisengebiete in der Dritten Welt, von Chemieanlagen, welche zur Herstellung von chemischen Waffen geeignet sind sowie von Anlageteilen und Ausrüstungsgegenständen hiezu, ist heute zu einem internationalen Problem ersten Ranges geworden, das unser Departement seit längerer Zeit beschäftigt. Der Bundesrat hat deshalb an seiner Sitzung vom 13. März 1989 beschlossen, eine interdepartementale Arbeitsgruppe einzusetzen, die dieses Problem genauer untersuchen und Lösungsvorschläge unterbreiten soll. Die unter der Leitung des Chefs des Rechtsdienstes des EMD stehende Arbeitsgruppe soll insbesondere abklären, ob solche Anlagen dem Gesetz über die Kriegsmaterialausfuhr unterstellt werden könnten.

Le Conseil de la CNUCED

Le Conseil a tenu la 2ème partie de sa 35ème session du 6 au 17 mars 1989 à Genève.

Les travaux ont porté pour l'essentiel sur le protectionnisme et l'ajustement structurel (PSA), question traditionnellement discutée aux sessions de printemps du Conseil.

Autres sujets majeurs traités:

- Commerce Est-Sud;
- contribution de la CNUCED à la stratégie pour la 4ème décennie du développement;
- contribution de la CNUCED au développement durable;
- services;
- impact des changements technologiques sur le commerce international.

Le Conseil a:

- Adopté une décision concernant le protectionnisme et l'ajustement structurel consistant essentiellement en trois points: éviter le recours abusif à des mesures non tarifaires visant notamment aux exportations des pays en développement; examiner les incidences des arrangements bilatéraux et de l'intégration économique régionale; mandater le Secrétariat d'effectuer une étude du coût et des conséquences des mesures non tarifaires;
- décidé du mandat du Groupe intergouvernemental d'experts institué en 1988 pour assister le Conseil dans l'élaboration d'un programme visant, conformément à l'Acte final de la CNUCED VII, à favoriser la coopération commerciale et économique entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, en particulier le commerce Est-Sud;

- adopté une décision demandant au Secrétariat général d'analyser les aspects du développement durable (notamment l'environnement) ayant une incidence sur les activités de la CNUCED;
- décidé de reporter à mai la discussion sur la contribution que la CNUCED devra, conformément à une décision de l'AG/NU, fournir à l'élaboration de la stratégie pour la 4ème décennie du développement.

Appréciation

La Session, qui s'est déroulée dans une bonne atmosphère, a donné lieu à des discussions "businesslike" et dépourvues de passion. Les résultats auxquels elle a abouti doivent être qualifiés de modestes, mais conformes aux attentes du groupe B. Celui-ci s'était en effet fixé trois objectifs: procéder à un échange de vues approfondi sur les sujets traités; empêcher toute interférence de la CNUCED dans les négociations de l'Uruguay Round, à commencer par la réunion d'avril; assigner au Secrétariat des tâches à long-terme.

L'adoption par consensus des décisions mentionnées ci-dessus et le fait d'avoir réussi à éviter des résolutions relatives aux services et à l'impact de la technologie sur le commerce international (contenant de nombreuses références à la propriété intellectuelle), ont permis d'atteindre ces objectifs.

Pour des réformes à la FAO

Pour faire avancer la préparation de réformes à la FAO, des représentants de 13 pays de l'OCDE, dont la Suisse, viennent de se réunir à Stockholm durant trois jours sous présidence de M. Roger Pasquier, chef des Affaires multilatérales à DDA. Se référant à l'analyse d'un groupe d'experts indépendants qui a terminé il y a quelques semaines son rapport, ces 13 délégations du "Groupe de Camberley" ont formulé des recommandations allant dans le sens d'un ajustement de la FAO à des besoins qui évoluent.

On peut citer ici les deux recommandations les plus saillantes. Cette organisation internationale devrait conseiller plus activement en matière de politique agricole les pays en développement, particulièrement ceux qui restructurent leur économie pour sortir de la crise. Elle devrait par ailleurs concentrer ses activités de terrain sur des programmes d'action sous-sectoriels (sécurité alimentaire, foresterie tropicale, etc.) qui amènent le gouvernement du pays concerné, la FAO, et les agences multilatérales et bilatérales impliquées à convenir d'un plan réaliste de développement sur 5 à 8 ans et de son financement.

Au nom des délégués qui venaient de clore leur réunion de Stockholm, M. Pasquier a rencontré le 16 mars le directeur général de la FAO, M. Edouard Saouma, pour lui faire part des recommandations élaborées et pour lui demander de collaborer de manière constructive à l'organisation du débat à ce sujet entre les pays membres. La session du Conseil de la FAO de juin prochain en fournit la prochaine occasion.

K. J. L.

Referenzen und Initialen

p.B.58.06.4 - AJ/WMA

Adresse (für Telex an Dritte)

Driniert	Prinzipal	Fortuna	Text etc.	Fl.
X	X			
us	Ver	Nam	Dirig	Rust

Absender	Security
Secrétariat pol.	1

Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode	Empfängercode
---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------

wochentx

Directives politiques hebdomadaires 9/89 du 20 mars 1989

EFTA-Gipfel in Oslo, 14./15.3.1989

Gipfel stand ganz im Zeichen der Delors-Vorschlaege fuer Neugestaltung der EG-EFTA-Beziehungen. EFTA-Laender unterstrichen in Gipfel-Erklaerung Bereitschaft zum Dialog ueber langfristige Weiterentwicklung des Verhaeltnisses zur EG, auch ueber neue Form einer Assoziation mit gemeinsamen Entscheidungsorganen. Versuche, auch Dialog ueber Weiterentwicklung EFTA zu supranationaler Organisation (Zollunion) als Thema in Schlusserklaerung aufzunehmen, scheiterten am Widerstand der Mehrheit der EFTA-Laender. Dagegen wurde Rolle der EFTA als gemeinsame Plattform fuer Verhandlungen mit EG bekraeftigt.

17.3.89

22 20

CK 23. März 89 14

Bern, den 20. März 1989

i. A. 22.14.7.3.Interne Verteilerliste + dipl. VertretungenBetrifft: IN 12/89 + DP 9/89

Departementsvorsteher		BRF
Dipl. Sekretär	Hr. Combernous	CD
pers. Mitarbeiterin	Frau Hanselmann	HMG
Generalsekretariat	Hr. Schaller	SRU
Politischer Direktor, Staatssekretär	Hr. Jacobi	JAC
Sekretariat Staatssekretär	Hr. Kupfer	KU
Protokoll	Botschafter Dayer	DD
Politisches Sekretariat	Botschafter Ramseyer	RY
Politischer Dokumentationsdienst, Kanzlei pol. Sekretariat		W 338
KSZE-Dienst	Botschafter Schenk	SBL
Politische Sonderfragen	Minister von Arx	AX
Finanz- und Wirtschaftsdienst	Minister Lautenberg Hr. Fivat	LA FIV
Pol. Abteilung I	Botschafter Staehelin Hr. Pedotti	SIN PGF
Dienst Frankophonie	Hr. De Dardel	DJ
Europarat	Hr. Richard	RA
Pol. Abteilung II	Botschafter Ruegg Hr. Blickenstorfer	RUE BLI
Sektion f. kons. Schutz	Hr. Robert	RO
Auslandschweizersekretariat	Minister Fetscherin	FN
Fremde Interessen	Hr. Ghisler	GH
Direktion f. int. Organisationen	Botschafter Muheim Minister Erard Minister Gyger	MF ER GWB
Sektion Vereinte Nationen und intern. Organisationen	Hr. Hofer	HER
Berater für europäische Weltraumzusammenarbeit	Hr. Creola	CRE
Sektion intern. wissenschaftliche Angelegenheiten	Hr. Hofmann	HOF

Sektion für intern. Umweltangelegenheiten	Hr. Schmid	SCW
Sektion f. kulturelle und UNESCO- Angelegenheiten	Hr. Luciri	LC
Sekretariat der nationalen schweiz. UNESCO-Kommission	Hr. Theurillat	TB
Direktion für Völkerrecht	Botschafter Krafft Minister Stettler Minister Godet	KT STR GT
Sektion Völkerrecht	Hr. Spinner	SPI
Sektion Entschädigungsabkommen	Hr. Bühler	BC
Sektion Staatsverträge	Hr. Rubin	RC
Sektion Landesgrenze- und Nachbarrecht	Hr. Dubois	DS
Sektion Verkehr Seeschiffahrtsamt Basel	Direktor Hulliger Stellvertr. Direktor Haenggi	HG
DVA	Botschafter Manz Frau Krieg	MA KRI
Sicherheitsbeauftragter	Hr. Iten	IT
Sektion Rekrutierung und Ausbildung des Personals Personalsektion	Hr. von Graffenried Hr. Brogini/Hr. Reich	GRP BRO/RE
Sektion Buchhaltung und Informatik	Hr. Savoye	SAV
D. f. verw. rechtl. Angelegenheiten	Hr. Doswald	DW
Sektion Bezüge und Zulagen Verwaltungsinspektorat	Hr. Trinkler Hr. Castelli	TK CS
Kuriersektion	Hr. Schweizer	SRJ
Direktion für Entwicklungszusammenarbeit und humanitäre Hilfe Stellvertr. Direktor	Botschafter Staehelin Hr. Wilhelm	SFR WM
Delegierter für Katastrophenhilfe im Ausland Vizedirektor	Hr. Rädersond Hr. Giovannini Hr. Dannecker	RAE GI/ DAR
Informationsdienst Multilaterale Angelegenheiten Sektion human. Nahrungsmittelhilfe	Hr. Beti Hr. Pasquier Frau Schelling R.	BEI PA SGR
Integrationsbüro EDA/EVD	Botschafter Kellenberger	Ke
CH-91	Botschafter Vallon	VAL
Zentralstelle Gute Dienste	Hr. Bill	BH

+ Vertrauliche Umschläge:

- Hr. Lorétan, Bundeshaus-West, W 134
- Seeschiffahrtsamt, Basel
- Botschafter Raymond Probst, Brunnaderstr. 76, Bern
(durch Chauffeur zugestellt)

14. Per Kurier an die diplomatischen Vertretungen in:

Abidjan		Panama
Abu Dhabi		<u>Panmunjom</u>
Addis Abeba	Hamburg	Paris (3)
Akkra	Hanoi	Prag
Alger	Harare	Pretoria
Amman	Havanna	Quito
Amsterdam	Helsinki	Rabat
Ankara	Hong Kong	Rio de Janeiro
Antananarive	Houston	Rom
Asuncion	Islamabad	San Francisco
Athen	Istanbul	San José
Atlanta	Jakarta	Santiago de Chile
Bagdad	Johannesburg	Sao Paulo
Bangkok	Kairo	Singapur
Barcelona	Karachi	Sofia
Beijing	<u>Khartoum</u>	Stockholm
<u>Beirut</u> NIKOSIA	Kigali	Strassburg+Europarat
Belgrad	Kinshasa	Stuttgart
Berlin/BRD	Kopenhagen	Seoul
Berlin/DDR	Kuala Lumpur	Sydney
Bogota	Kuwait	Teheran + Fremde Interessen
Bombay	Lagos	Tel-Aviv
Bonn	La Paz	Tokio
Bordeaux	Lima	Toronto
Brasilia	Lissabon	Tripolis
Brüssel+Mission	London	Tunis
Budapest	Los Angeles	Vancouver
Buenos Aires	<u>Luanda</u>	Warschau
Bukarest	Luxembourg	Washington
Canberra	Lyon	Wellington
Caracas	Madrid	Wien
Chicago	Mailand	Yaoundé
Colombo	Manchester	Zagreb
<u>Conakry</u>	Manila	Riad
Dakar	<u>Maputo</u>	
Damaskus	Marseille	+ Mission permanente de la Suisse
Dar es Salaam	Melbourne	auprès des O.I., Wien
Den Haag	Mexiko	
Dhaka	Montreal	
Djeddah	Monrovia	
Dublin	Montevideo	
Düsseldorf	Moskau	
Frankfurt a/Main	München	
Genua	Nairobi	
Guatemala	New Delhi	
	New York, UNO+GK	
	Osaka	
	Oslo	
	Ottawa	

Diverse:

- Genf, OI
- R. Mantelli, BAWI
- Divisionär Petitpierre, EMD
- R. Probst, BE (ehem. Staatssekretär)
- interne Verteilerliste
- IH+DP